

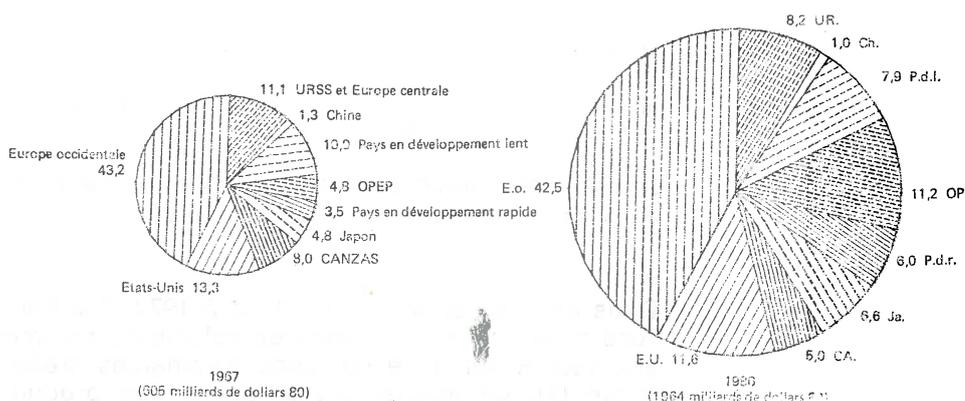
Le commerce international n'est plus ce qu'il était

Avant la crise, il était généralement admis que l'ouverture des frontières et la libéralisation des échanges devaient entraîner un renforcement continu et inexorable de l'interdépendance des économies nationales. Au cours des dernières années, le redéploiement géographique du commerce international s'est accompagné d'une stagnation de l'interdépendance en volume, de sorte que la France a été mise en porte-à-faux par la nouvelle logique d'échange qui s'est ainsi esquissée.

1 La montée du Japon et de certains pays du Sud...

Depuis la fin des années soixante, l'accroissement du commerce international a été spectaculaire : le total mondial, mesuré en dollars courants, a presque décuplé de 1967 à 1980. Même si l'on tient compte de l'érosion du pouvoir d'achat du dollar (1), la croissance reste impressionnante : en dollars de 1980, le rythme atteint en moyenne 9,5 % par an sur cette période. Toutefois, cette croissance n'est pas homothétique dans l'ensemble du monde, et les poids respectifs des différentes zones — mesurés par la moyenne de leurs exportations et importations — sont profondément modifiés (graphique A).

GRAPHIQUE A
Répartition du commerce
international (*)



Source : CEP II, Base CHELEM - Commerce international.

(*) Poids relatifs en valeur, mesurés par la moyenne des exportations et importations de chaque zone, et exprimés en pourcentage du montant total du commerce international.

Seule l'Europe occidentale voit sa part demeurer relativement stable, supérieure à 40 % du commerce international. Il est vrai que cette place prédominante s'explique, pour près des deux tiers, par l'importance des échanges intra-européens (27,8 % en 1980 contre 27,5 % en 1967), tandis que les échanges des nations européennes avec le reste du monde régressent (14,7 % contre 15,7 %). Sur la même période, le recul est sensible pour les Etats-Unis ; il est encore plus accentué pour les pays de l'Est, et particulièrement fort pour les exportateurs de produits primaires (hors pétrole), qu'il s'agisse des pays en développement lent ou des pays plus développés

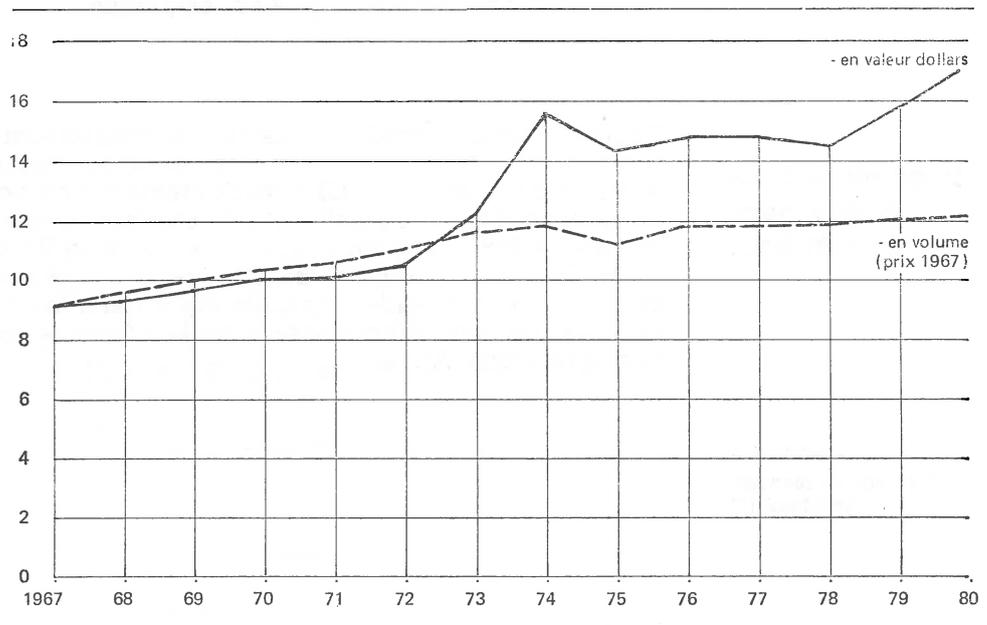
(1) On déflate la croissance en valeur par l'indice de prix PIB en dollars pour l'ensemble des pays à économie de marché. Le résultat ainsi obtenu tient compte des variations de prix relatifs, mais il est exprimé en dollars constants.

rassemblés dans la zone CANZAS (2). En revanche, les progrès sont spectaculaires pour trois zones : l'OPEP, grâce au pétrole ; le Japon et les pays en développement rapide (3), grâce à leur percée industrielle.

2
... et la stagnation
de l'interdépendance
en volume...

L'évolution du commerce international a pris diverses formes au cours du temps. Pendant la plus grande partie des années cinquante et soixante, progrès des volumes et baisse des prix relatifs (4) manifestaient une spécialisation conforme aux principes ricardiens ; ces deux mouvements se compensaient, si bien qu'en valeur la part du commerce international dans le PIB mondial restait voisine de 9%. A partir de la fin des années soixante, le décollage des prix du commerce international a entraîné de profonds changements (graphique B).

GRAPHIQUE B
Part du commerce
international
dans le PIB mondial
(en pourcentage)



Sources : CEPII, bases CHELEM (Commerce international et PIB).
GATT, rapports annuels sur le commerce international.

Dans un premier temps, de 1967 à 1973, des hausses de prix sont apparues sans que la croissance en volume du commerce international ait été affectée. Résultat de positions dominantes créées dans la phase précédente (5), ce mouvement a touché des produits manufacturés comme certaines matières premières, et il a été poussé à son paroxysme par les chocs pétroliers ; ainsi, en valeur, la part du commerce international dans le PIB mondial a été portée graduellement à 12% en 1973, puis brutalement à 16% en 1974. Après un léger recul l'année suivante, elle continue à progresser pour atteindre 17% en 1980, mais ce renforcement apparent de l'interdépendance n'est plus imputable qu'aux seuls mouvements de prix : l'interdépendance stagne en volume depuis 1974.

3
... manifestent
une nouvelle logique
d'échange...

Le ralentissement de la croissance en volume du commerce international illustre l'entrée dans une nouvelle phase. Ce ralentissement n'est pas dû

(2) Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud.

(3) Brésil, Mexique, Corée du Sud, Taiwan, Singapour, Hong-Kong.

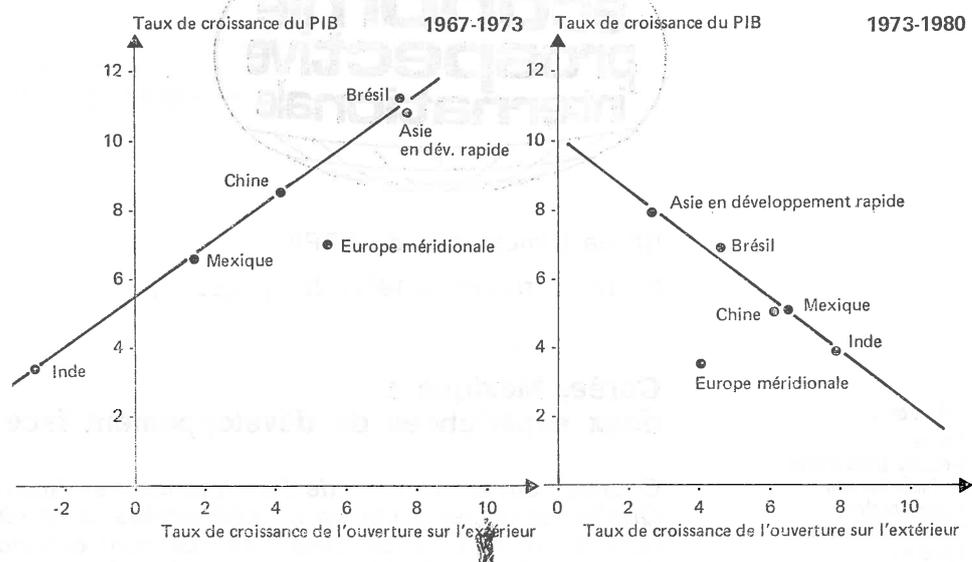
(4) Les prix des échanges internationaux augmentaient moins vite que les prix intérieurs correspondants.

(5) Cf. « Le commerce international, frein ou accélérateur de l'inflation ? », *La Lettre du CEPII*, n° 18, octobre 1981.

seulement à celui de la croissance interne des économies nationales, ni au fait que les produits qui font l'objet d'échanges sont les plus touchés par la crise, il tient aussi à un renversement des tendances de la spécialisation. On observe d'abord une réaction spontanée des économies affectées par les hausses de prix internationaux : celles-ci s'efforcent de diminuer leur dépendance, car de telles hausses, en particulier dans le cas du pétrole, ont remis en cause l'intérêt même de l'échange international. Mais les nouvelles spécialisations résultent également, dans de nombreux cas, de stratégies de développement plus autonomes, mises en œuvre au sein des pays qui jouent un rôle accru dans le commerce international.

L'économie japonaise a été la première à s'engager dans la construction de puissants pôles de compétitivité, en créant ses avantages comparatifs grâce à des investissements massifs dans la recherche, la production et la commercialisation de nouveaux produits. Ces pôles de compétitivité ont assuré une protection naturelle à des activités plus fragiles : la cohérence du tissu industriel est recherchée par des agents économiques (entreprises ou Etat) qui se placent dans une perspective de rentabilité à long terme plutôt que de privilégier les coûts comparés à court terme. Nombreux sont les pays du Sud qui ont suivi cette voie au cours des dernières années. Tandis qu'auparavant l'ouverture d'une économie favorisait sa croissance, on observe que, depuis 1973, ce sont les économies dont l'ouverture a le moins progressé qui ont réussi à maintenir une croissance rapide (graphique C).

GRAPHIQUE C
Ouverture sur l'extérieur
et croissance du PIB



Source : CEPIL, Bases CHELEM - Commerce international.
- PIB.

4
... qui met
en porte-à-faux
l'industrie
française

En France, l'ouverture croissante de l'économie s'est placée à contre-courant par rapport aux tendances profondes du commerce international. En dispersant leurs efforts et en voulant exporter une gamme trop large de produits, les entreprises françaises n'ont pas réussi à créer de puissants pôles de compétitivité et, par conséquent, elles n'ont pu empêcher une pénétration accentuée du marché intérieur. Dans le secteur industriel, les seuls domaines qui assurent à la France un fort excédent commercial sont le matériel de transport et l'armement ; la plupart des autres branches sont caractérisées simultanément par des montants élevés d'importations et d'exportations, de sorte que les excédents ou déficits sont peu contrastés. Pour déceler une spécialisation significative, il faut descendre à un niveau d'analyse beaucoup plus fin, à l'intérieur de chaque branche.

Cette forme de spécialisation intra-branche, bénéfique dans une période de croissance forte, devient un luxe lorsque l'économie mondiale est en

crise. N'étant pas en mesure de construire avec vigueur de nouveaux pôles de compétitivité, l'industrie française s'avère d'autant plus vulnérable à la concurrence extérieure que la cohérence du tissu industriel n'est pas davantage assurée dans l'espace industriel européen. Les accords de coopération à l'échelle de l'Europe, du type Airbus, demeurent l'exception et, dans la majeure partie des cas, rien ne distingue les échanges intra-européens de l'ensemble des échanges internationaux.

Pour chacune des économies européennes, dont le marché intérieur est souvent de taille insuffisante, les exigences d'une spécialisation efficace imposent désormais un réexamen de la nature et du rôle de ses échanges avec ses différents partenaires. Un degré élevé d'ouverture ne s'avèrera utile, au cours des prochaines années, que dans la mesure où la spécialisation à l'intérieur de l'Europe pourra être conçue comme l'instrument d'une force commune. Construire des pôles européens de compétitivité, en renforçant tout à la fois la cohésion et la complémentarité des tissus industriels, telle serait sans doute la meilleure façon de défendre le marché intérieur de chacune des nations d'Europe vis-à-vis de la concurrence extra-européenne.

Vient de paraître



Revue trimestrielle du CEPII

N° 10, 2^e trimestre 1982, 272 pages (*)

Rédaction :

Centre
d'études prospectives
et d'informations
internationales,
9, rue Georges-Pitard,
75015 Paris.
Tél. : 842.68.00.

Rédacteur en chef :
Gérard Lafay.

Edition :

La Documentation française,
Abonnement d'un an
(8 numéros) : 120 F.

Commande adressée à
La Documentation française,
124, rue Henri-Barbusse,
93308 Aubervilliers Cedex.

Règlement à réception
de la facture.

Directeur
de la publication :
F. Gallouédec-Genuys.

CPPP n° 1462 AD.
Dépôt légal n° 1360,
4^e trimestre 1982.

Imp. Graphic-Expansion S.A.,
Nancy.

Imprimé en France.

Corée, Mexique : deux expériences de développement face à la crise

Quelles sont les raisons de l'émergence des Nouveaux Pays Industriels ? Quelle est la pérennité de ce phénomène, au-delà des difficultés actuelles ? C'est à ces deux questions que sont consacrées les études sur la Corée du Sud et le Mexique présentées dans ce numéro.

Les formes de l'internationalisation sont au centre des stratégies de développement économique. Ainsi oppose-t-on généralement la stratégie dite de l'import-substitution, dont le Mexique est un exemple, à la stratégie dite de la croissance tirée par l'exportation, représentée ici par la Corée. En réalité, les deux études démontrent qu'une véritable industrialisation passe toujours par une phase intensive d'import-substitution et que tout pays en développement doit trouver les moyens d'accroître très fortement ses exportations.

— *La stratégie coréenne, qui applique le modèle de remontée de filière à tous les secteurs industriels, fournit l'exemple d'une industrialisation planifiée (R. Benabou).*

— *La stratégie mexicaine, qui associe la valorisation des matières premières nationales, le développement du marché intérieur et l'exportation des surplus des secteurs traditionnels, montre les limites de l'atout pétrolier (D. Besnainou).*

(*) En vente à la Documentation française.

● Abonnement d'un an (4 numéros)	180 F
● Prix au numéro	50 F